

Autorité de l'histoire, autorité de l'archive

Francis X. BLOUIN, William G. ROSENBERG, *Processing the Past. Contesting Authority in History and the Archive* (2011)

Sophie Cœuré



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/elh/500>

ISSN : 2492-7457

Éditeur

CNRS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 10 octobre 2014

Pagination : 175-177

ISBN : 978-2-271-08208-4

ISSN : 1967-7499

Ce document vous est offert par Bibliothèques de l'Université de Montréal



Référence électronique

Sophie Cœuré, « Autorité de l'histoire, autorité de l'archive », *Écrire l'histoire* [En ligne], 13-14 | 2014, mis en ligne le 10 octobre 2017, consulté le 30 octobre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/elh/500>

Ce document a été généré automatiquement le 30 octobre 2019.

Tous droits réservés

Autorité de l'histoire, autorité de l'archive

Francis X. BLOUIN, William G. ROSENBERG, *Processing the Past. Contesting Authority in History and the Archive* (2011)

Sophie Cœuré

RÉFÉRENCE

Francis X. BLOUIN, William G. ROSENBERG, *Processing the Past. Contesting Authority in History and the Archives*, Oxford / New York, Oxford University Press, 2011, 257 p.

- 1 Qui décide de la valeur historique des archives ? Les historiens s'interrogent-ils sur le processus qui amène les fonds d'archives à exister, puis à être pérennisés et communiqués ? Existe-t-il un espace conceptuel partagé entre histoire et archivistique ? Quel est l'impact de la révolution numérique, au-delà du « *technical turn* » ? Autant de questions fondamentales abordées lors d'un dialogue « ordinaire » noué à l'Université du Michigan entre deux personnalités intellectuelles de premier plan, l'historien William Rosenberg et Francis Blouin, archiviste et professeur en sciences de l'information, dont les échanges ont été nourris par un séminaire de la Fondation Andrew W. Mellon dans les années 2000. L'ambition de l'ouvrage est de nouer une réflexion à la fois historique et prospective, intellectuelle et pratique, sur « l'autorité » de l'histoire et de l'archive. Les auteurs jouent à merveille sur les ambiguïtés du terme « autorité », aux sens d'ailleurs différents en français et en anglais : l'autorité comme identification auctoriale (d'où les « notices d'autorité » en sciences de l'information), comme authentification du vrai, et l'autorité comme pouvoir officiel, voire autoritaire, gérant par exemple « l'autorisation » d'accès aux documents.
- 2 Avec une érudition sans faille¹, promenant le lecteur des archives du Vatican à celles de Washington et Moscou (domaine de recherche de William Rosenberg) jusqu'en Chine, donnant à lire Ranke et Michelet, Derrida et Hayden White, la première partie replace histoire et archivistique dans l'histoire des sciences et des savoirs. La thèse des auteurs

est la suivante : au XVIII^e et surtout au XIX^e siècle, le paradigme de l'autorité (*Authoritative History* et *Authoritative Archives*) s'est imposé, puis un fossé inédit entre archivistes et historiens s'est peu à peu creusé. L'histoire positiviste et méthodique, dont Blouin et Rosenberg soulignent avec raison qu'elle n'était pas contradictoire du plaisir romantique du transport dans le passé, et le consensus sur le récit national, quelles que fussent ses formes en Europe et sur le Nouveau Continent, ont induit une culture commune entre les historiens et les archivistes. Ces derniers, gardiens des Archives au service des États-nations, les ont alors conservées en fonction de leur valeur institutionnelle et surtout historique. La cohérence entre les réponses professionnelles et le sens donné à l'histoire fut alors évidente, par exemple, dans les périodisations des séries, la rédaction des inventaires, l'invention du « respect des fonds ». La démonstration est convaincante, même si la « communauté » des professions demeure idéalisée tant au niveau épistémologique qu'à celui de l'enseignement, des revues ou des associations professionnelles. C'est d'ailleurs sans doute à dessein, pour mieux insister sur les ruptures récentes.

- 3 Car les auteurs décèlent depuis la seconde moitié du XX^e siècle une division croissante entre archivistes et historiens. Les premiers doivent gérer l'explosion continuée de la documentation papier, puis la production d'information sous forme numérique. S'appuyant sur le paradigme américain, l'ouvrage montre de manière très précise la prédominance progressive de « l'autorité institutionnelle » sur « l'autorité historique » dans le classement des documents. L'exigence de standardisation, la naissance de normes internationales, font peu à peu disparaître la description d'un fonds d'archives aux caractéristiques uniques, et s'articulent avec l'évolution de la notion même d'authenticité et la remise en cause du geste de « l'élimination » pour les archives numériques. Ainsi naît un « essentialisme » archivistique, tendu vers la rationalité et coupé des interrogations des historiens. Dans le même temps, ces derniers se lancent à l'inverse dans une remise en question des grands récits – libéraux ou socialistes –, critiquent la narration même, et vont jusqu'à contester radicalement les archives comme « autorités descriptives ». À tout le moins, les nouveaux chantiers de l'historien – race, genre, vies ordinaires, décolonisations, diasporas, globalisation... – ne rencontrent plus les catégories d'inventaires créées dans la période précédente. À cela s'ajoute le manque de curiosité pour le processus de création des archives, qui rend incompréhensibles les nouveaux processus de traitement de l'information, de plus en plus techniques.
- 4 La seconde partie de l'ouvrage s'interroge sur l'impact de cette nouvelle situation sur le « traitement du passé » (*processing the past*). Blouin et Rosenberg insistent après d'autres sur l'obsession, voire l'industrie de la mémoire qui caractérise les sociétés occidentales depuis une quarantaine d'années, tout en mettant ces évolutions en résonance plus originale avec les évolutions mémorielles dans les sociétés socialistes. La mémoire sociale serait devenue la nouvelle autorité de l'archiviste, car celui-ci, contrairement aux conclusions pessimistes de la partie précédente, ne s'éloigne pas radicalement de sa mission de documentation de l'histoire. Remettant en cause explicitement la « neutralité » des archives, la demande sociale influence les acquisitions publiques, entraînant la quête de « contre-autorités » et la création de centres d'archives identitaires qui se jouent des frontières nationales. Dans les années 1990, la « question archive » revient au cœur de l'interrogation épistémologique sur l'histoire et la mémoire, en lien avec la philosophie (Derrida, Ricœur) et la littérature². Or les archivistes restent de

facto à l'écart de cette réflexion. Le diagnostic est passionnant, même si l'analyse est moins argumentée que celle du moment des « longues années 1960 ».

- 5 Dès lors, les auteurs s'attachent à repenser la place des archivistes comme producteurs de savoirs, voire « activistes » de la connaissance historique, revenant sur les processus de collecte, de tri, de traitement, de conservation, et sur l'enjeu éminemment politique de l'accès aux archives et du droit des archives, dans des sociétés qui répondent aux défis contradictoires de la transparence et de la protection de la vie privée. *What is a record ?* La question même de la définition de l'archive, loin d'être ésotérique, est au cœur du travail de l'historien, davantage encore quand le « tournant digital » remet en cause le lien entre support, contenu, unicité et authenticité, bousculant d'ores et déjà les artefacts traditionnels de l'atelier de l'historien : fréquentation complémentaire des salles de lecture et des bibliothèques, contact humain avec l'archiviste, lecture d'inventaires, ouverture de boîtes, copie, notes en bas de page... Sans nostalgie aucune pour ce « goût de l'archive » à l'ancienne, si bien décrit par Arlette Farge, Blouin et Rosenberg concluent par un vibrant plaidoyer pour une connaissance par les historiens des processus archivistiques et la refondation d'une « communauté » entre les professions, sur les bases renouvelées d'une collaboration à tous les niveaux de la réflexion, permettant de combler le fossé creusé dans les dernières années et de penser ensemble les défis de l'archivage et de la connaissance historique à l'ère du numérique.
-

NOTES

1. Cf. aussi la publication collective des actes du séminaire : Francis X. BLOUIN, William G. ROSENBERG (dir.), *Archives, documentation and institutions of social memory. Essays from the Sawyer Seminar*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 2006.
 2. Cf. Emmanuel BOUJU (dir.), *L'Autorité en littérature*, Presses universitaires de Rennes (Interférences), 2010.
-

INDEX

oeuvre commentée Processing the Past. Contesting Authority in History and the Archives – (Francis X. Blouin, William G. Rosenberg, 2011)

AUTEURS

SOPHIE CŒURÉ

Sophie Cœuré est professeur d'histoire contemporaine à l'université Paris Diderot. Ses recherches sur la France et la Russie se placent au carrefour de l'histoire culturelle et de l'histoire des relations internationales.

Elle a consacré ses travaux à la construction d'une mythologie de l'Union soviétique en France, au travers notamment de l'étude des voyages en URSS et de l'engagement des intellectuels communistes, avec un ouvrage (*La grande lueur à l'Est. Les Français et l'Union soviétique (1917-1939)*, Le Seuil, 1999), des éditions de textes (Marcel Cachin, *Carnets (1906-1947)*, t. IV, 1935-1947, CNRS, 1997 ; Florence et Élie Halévy, *Six jours en URSS. Septembre 1932. Récit de voyage inédit*, Presses de l'École normale supérieure, 1998 ; *Cousu de fil rouge. Voyages des intellectuels français en Union soviétique. 150 documents inédits des archives russes*, avec Rachel Mazuy, CNRS, 2012) et de nombreux articles. Elle publie en octobre 2014 une biographie de Pierre Pascal, le « bolchevik chrétien », à paraître en même temps que l'édition du *Journal de Russie* inédit de Pierre Pascal (1928 et 1929). Sophie Cœuré a également contribué au renouveau des recherches sur l'histoire et la politique des archives (avec Vincent Duclert, *Les Archives*, 2^e éd., La Découverte, 2011) et *La Mémoire spoliée. Les archives des Français, butin de guerre nazi puis soviétique (de 1940 à nos jours)*, Payot, 2007, rééd. 2013.